

À CŒUR OUVERT

Édition Bretagne

Hôpital-EHPAD :

Urgence et mobilisation en France comme en Europe !

20 ans de choix politiques désastreux

- 1995. Plan Juppé :** attaque de la Sécu, création d'enveloppes fermées des dépenses santé
- 2002. Plan Hôpital 2007 :**
Entrée du « *management* »
- 2004. Instauration de la (T2A)**
Tarifification À l'Activité
- 2009. Loi Bachelot :** création des **ARS**, Regroupements d'hôpitaux, ouverture au privé, gouvernance centralisée des établissements
- 2014. Plan Touraine :**
2015-2017 : économie de 3 milliards pour les hôpitaux objectif fixé à 50 % des actes, en ambulatoire.
- 2016. Loi Santé :** Création des GHT (*Groupement Hospitalier de Territoire*).
- 2017. PLFSS 2018 :** 1,2 milliard d'€ d'économies pour les hôpitaux.
- 2018. Plan d'action Buzyn :** Réforme pour la rationalisation des dépenses et objectif fixé à 70 % d'actes en ambulatoire...

LA LETTRE DES PARLEMENTAIRES COMMUNISTES
Février 2018



Le Gouvernement poursuit sa politique d'austérité alignée sur les exigences européennes en matière de dépenses dans les services publics. Cette politique qui conduit parfois, à des actes désespérés pour sauver le service public.

Ces préoccupations motivent l'action des communistes, de leurs parlementaires et élu-e-s territoriaux à travers le Tour de France des hôpitaux et des Ehpads, des candidat-e-s à l'élection européenne sur la liste conduite par Ian Brossat. Partout, les personnels ont parlé de souffrance, de manque de moyens humains et matériels, d'économies exigées même sur la qualité des soins, parfois.

Mais pour le Gouvernement il n'y a pas de doute "*Notre système de santé ne pêche pas par un sous-financement*". Rejeter sur les personnels « *les dysfonctionnements du milieu médical dans l'organisation et la coordination des différentes professions* » est inacceptable. Ils ne peuvent encore se défausser de leur responsabilité sur la dégradation du système de santé au point que pour la première fois en France, l'espérance de vie recule pour les femmes.

Non ! La solution n'est pas une énième « restructuration du système de santé pour les 50 années à venir » comme le promet le projet de loi Ma santé 2022.

En Europe, au nom de l'austérité et des intérêts du Capital, le néo-libéralisme a provoqué la privatisation des activités techniques (biologie clinique, imagerie médicale) suivi de la fermeture d'hôpitaux publics, de maternités et du médico-social.

L'Union Européenne que nous exigeons, réparera les dégâts de cette politique sur la santé des populations et restaurera accessibilité et qualité des soins. Substituer la logique de la personne à la logique marchande !

Le 18 mars, à l'Assemblée nationale les parlementaires communistes feront des propositions pour une loi cadre permettant la création de 100 000 emplois à l'Hôpital et en Ehpads avec la formation et les investissements nécessaires à redresser la situation. Les moyens financiers existent si l'on remet en place l'ISF, si l'on taxe les revenus financiers, si l'on supprime la taxe sur les salaires dans les hôpitaux publics et qu'on prône l'égalité salariale femme/homme.

Fabien Cohen

Commission santé/protection sociale du PCF
Membre du Conseil National PCF





Parmi les services publics menacés, les hôpitaux. Christelle Dumont, aide-soignante témoigne de la situation dans le territoire de Belle-Île-en-Mer



Christelle Dumont, Morbihan
Candidate sur la liste d'Ian BROSSAT
aux élections européennes
Secrétaire du syndicat CGT

« J'ai accepté d'être candidate sur la liste du PCF pour les élections européennes, pour en finir avec la casse du service public. Après la suppression de l'antenne route (ex DDE) et du Trésor public, la Poste ferme certains jours. Et aujourd'hui, ce sont les cinq postes de la blanchisserie de l'hôpital qui sont passés au privé au Palais ».

La direction a pris cette décision à quelques jours de la signature avec la blanchisserie privée. Un préavis de grève a été déposé, les élus ont été alertés. Christelle a alors commencé une grève de la faim. Seul soutien, dès le début de la grève le Parti Communiste Français. Pierre Dharréville, député, a fait remonter les revendications à Agnès Buzyn, à l'Assemblée nationale. « Et demain,

en juin nous emménageons dans un hôpital neuf. On entend parler de nouvelle organisation, mais ce sont plutôt des suppressions de lits, donc de postes. A l'Ehpad (USLD, Pasa, accueil de jour) on compte actuellement 37,85 équivalents temps plein. Après il n'en restera que 26,50, soit 11,35 en moins. Entre 5 à 7 aides-soignants pour 83 résidents. On nous parle d'efficacité et d'économie, nous leur répondons bienveillance et bienveillance. Des personnels démissionnent. D'où mon engagement sur la liste Pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent, juste retour des choses. Je partage le même combat, je me sens comme une sentinelle, une gardienne des services publics ».

Christelle Dumont

Prendre
soin : un
merveilleux
métier

Débat à Saint-Brieuc

Financement des Ehpad, Hôpitaux, Soins à domicile : qui doit payer ?



Organisé par l'Atelier Citoyen Santé Bretagne PCF le 31 janvier dans le cadre du «Grand débat national Fiscalité et dépenses publiques »

BLOG <http://croizat-pcf.gmail.com>

50 participant-es dont Denis Durand, Économiste PCF, directeur d'Économie & Politique ont débattu ensemble. D'abord, une vidéo CGT où des hospitaliers du CHU Toulousain interpellent E. Macron. Puis des infirmières, cadre, psychiatre, familles ont témoigné : «Des soignants se considérant maltraitant perdent le sens de leur travail... l'ambulatoire où les résidents dirigés vers l'hôpital ont des soins

La BCE doit
financer un
fonds européen
à 0% pour que
les États
développent les
services publics

prescrits, inadaptés à l'Ehpad faute d'infirmières en nombre suffisant, reste à charge pour les enfants et la qualité de l'aide à leur parent provoquent beaucoup d'angoisse dans la population, privatisation des services publics...». Denis Durand, pour qui « le financement des Ehpad à 100% par la Sécu est la solution », a

dénoncé les choix des capitalistes de «rémunérer les profits plutôt que les besoins de la population » et les politiques libérales « normes d'austérité budgétaires conclues lors du passage à l'euro, bloquant les moyens de l'État pour financer les services publics ». Il a rappelé que la Sécurité Sociale basée sur la cotisation - part de richesse créée par les salarié-es - bénéficie à toute la collectivité et

s'oppose à la mainmise du capital sur le système de santé. La lutte contre le chômage par la sécurisation emploi-formation permet plus de rentrée de cotisations sociales.

Christiane Caro
Membre de la Commission nationale santé
Protection sociale - PCF

Prolongeons les luttes : L'Humain d'abord !

Du personnel soignant aux ouvrier.e.s du soin !



Cinderella Bernard, Côtes d'Amor
candidate sur la liste de Ian BROSSAT
aux élections européennes,
Présidente du
Groupe Communiste et Républicain au
Conseil Départemental
Maire- adjointe à Bégard

Opposée, avec mon groupe politique au Conseil départemental, à la logique de l'ARS (Agence régionale de la santé) nous avons rejeté son Plan régional. En effet, il prévoit de développer l'ambulatoire et de centraliser des soins, à l'origine de fermeture de lits et de services et de la réduction massive du personnel.

Ce sont les professionnels de santé, en majorité des femmes, qui créent la richesse du soin, préservent la dignité humaine chez celles et ceux qui souffrent ; ils redonnent le sourire, rassurent, apaisent... Voilà qu'on les maltraite, qu'on ne reconnaît plus leurs compétences et qu'on transforme leur métier en machine à produire des économies. Le soin devient une gigantesque industrie où les personnels sont les ouvrier.e.s. exploité.e.s. Déshumanisation, temps chronométré, couloirs pleins, et tant pis pour les patient.e.s !

Dans son « Grand débat », en réalité, Macron demande aux

Français.e.s de réduire les services publics se servant de la sacro sainte règle européenne des 3% de déficit du BIP à ne pas dépasser ! Alors qu'il offre 3 milliards aux plus riches avec la suppression de l'Impôt sur la fortune. Entend-il les Français.e.s quand il réduit d'1 milliard d'euros le budget de la dépendance ? Ces choix politiques sont portés par des logiques libérales et non progressistes comme voudrait nous le faire croire le Président.

*"Au nom du vrai travail, sain, fécond, généreux, qui fait le peuple libre et qui rend l'homme heureux"**

Il faut que cela cesse !

Nous voulons une Europe au service des gens, contre l'Argent, en débloquent un fond économique européen pour le développement des services publics et en supprimant les traités libéraux qui tire les solidarités et l'emploi vers le bas.

*Melancholia, V. Hugo

Cinderella Bernard



Elles et ils ont dit :

9 Juillet 1849

Détruire la misère :

« Je suis de ceux qui pensent et qui affirment qu'on peut détruire la misère. Remarquez-le bien, messieurs, je ne dis pas diminuer, amoindrir, limiter, ... je dis détruire.

Les législateurs et les gouvernants doivent y songer sans cesse ; Car, en pareille matière, tant que le possible n'est pas fait, le devoir n'est pas rempli. »

Victor Hugo



Ian Brossat@IanBrossat 4 mars #Macron vante "L'Europe qui protège".

. 87 millions de pauvres,
. 15% de jeunes au chômage,
. 10% de travailleurs pauvres.
De quoi l'Europe libérale nous protège-t-elle ? Du bonheur ?

Olivier Dartigolles @Dartigolles

Les personnes en situation de handicap et les associations le demandent : ne plus prendre en compte les revenus du conjoint dans le calcul de l'allocation adulte handicapé.

Motion de rejet votée par @enmarchefr et @MoDem .

Quelle honte...magnifique intervention de MG Buffet.



Comme l'ensemble des services publics, la psychiatrie est en crise, une crise ancienne, profonde qui pose des questions déontologiques incontournables aux pouvoirs publics : manque de personnel, prise en charge des patients contrariée, mal coordonnée, formations souvent inadaptées et insuffisantes. Quant aux salaires, mis en regard des servitudes, responsabilités et charges de travail des personnels concernés, ils sont loin d'être à la hauteur. Ces constats posés, peut-on encore affirmer être en capacité d'aborder sereinement la complexité des soins psychiatriques ?

La fonction institutionnelle de la psychiatrie est de protéger et soigner des patients en grande souffrance psychique. Cet objectif appelle les remarques suivantes : les personnels sont-ils suffisamment formés et nombreux, la pharmacopée pertinente et validée, les locaux conformes aux besoins ? Dans l'absolu, la réponse est négative. Dans la réalité des services elle est variable et peut être plus ou moins gravement dégradée. Sans moyens, notamment humains et sans véritable politique de santé mentale, la misère de la psychiatrie va s'aggraver,

malgré tout l'engagement et la bonne volonté des soignants.

Mais à qui profite le crime ? Aux laboratoires pharmaceutiques qui réalisent des profits mirobolants, au patronat dont les politiques d'exploitation ont pour seul objectif le profit au détriment de la santé des salariés et de la Sécurité sociale, largement financée par ces mêmes salariés. Le pouvoir « macronique » y veille : réforme du code du travail et du code de la santé. Reste-t-il encore une médecine du travail digne de ce nom ? Pourquoi Agnès Buzyn, pourtant professeure des facultés de médecine, n'a-t-elle pas ordonné, pour ce qui concerne la psychiatrie, l'évaluation de la prise de neuroleptiques au long cours ? A-t-elle exigé le recensement du nombre de détenus souffrant d'une pathologie psychiatrique et de ce fait illégalement incarcérés ?

Nous sommes tous confrontés à ces questions. Chaque citoyen doit pouvoir en débattre. L'occasion nous sera donnée le 21 mars lors du Printemps de la psychiatrie.

René Siffert
Psychologue Clinicien
Saint-Brieuc



Le 26 mai votez pour la liste conduite par Ian Brossat :

**L'EUROPE DES GENS
PAS L'EUROPE DE L'ARGENT**

APPEL A VOTER - ELECTIONS EUROPEENNES 26 MAI 2019

J'appelle à voter pour la liste conduite par Ian Brossat et soutenue par le PCF aux élections européennes du 26 mai 2019 :

NOM - Prénom :
Adresse :
Mail : Mobile :

Pour aider au financement de la campagne, adressez votre chèque à : Parti Communiste Français – Elections européennes – 2 Place du Colonel Fabien 75019 PARIS, à l'Ordre de « ANF-PCF »